

La mondialisation : Caractéristiques et Impacts.

Globalization : Characteristics and Impacts

Ait Mokhtar Omar

*Maitre Assistant -A- Faculté des sciences économiques et commerciales et des sciences de gestion,
Université Hassiba Benbouali, Chlef. Algérie.*

Résumé

La mondialisation est un phénomène complexe aux multiples retombées. D'un côté elle est considérée comme une force irrésistible et bienfaisante qui apportera la prospérité économique à tous les habitants de la planète. De l'autre côté, on voit en elle la source de tous les maux contemporains.

Néanmoins, on s'accorde largement à reconnaître dans la libéralisation du commerce international, l'expansion des investissements directs étrangers et l'émergence de mouvements financiers transfrontières massifs les principales caractéristiques de la mondialisation.

Ces évolutions ont entraîné une hausse de la concurrence sur les marchés mondiaux. De même, on admet généralement que le phénomène s'est produit sous l'effet combiné de deux facteurs, à savoir les politiques visant à réduire les barrières nationales aux transactions économiques internationales et l'impact des nouvelles technologies, notamment dans la sphère de l'information et des communications. Ces développements ont créé les conditions qui ont permis à la mondialisation de démarrer.

L'impact des nouvelles technologies confère un caractère distinctif au processus actuel de mondialisation, comparé à des épisodes similaires du passé. Les barrières ont été considérablement réduites. Le coût de la circulation des informations, des personnes, des biens et des capitaux tout autour de la planète a baissé de manière spectaculaire, et la communication mondiale, bon marché et instantanée, coûte de moins en moins cher et va de plus en plus vite.

Tous ces facteurs ont augmenté la faisabilité des transactions économiques dans le monde entier. Les marchés peuvent désormais atteindre une envergure mondiale et englober une gamme croissante de biens et de services.

Un autre caractère distinctif de l'actuel processus de mondialisation, tient au fait qu'un élément en est visiblement absent. Contrairement aux épisodes précédents de la mondialisation, qui s'étaient caractérisés par des mouvements transfrontières massifs de personnes, le processus actuel exclut en grande partie ce phénomène.

Dans cet article, nous décrirons les traits saillants de l'évolution de la mondialisation et le cadre institutionnel émergent qui la régit et nous évaluerons son impact sur les pays et les personnes.

Mots clés : *Mondialisation/ Croissance économique/ Gouvernance/ Finances publiques/Technologie.*

Abstract

Globalisation is a complex phenomenon with multiple effects. On the one hand it is considered as an irresistible and beneficial force which brings economic prosperity to all people of the planet. On the other hand, we see in it the source of all contemporary evils.

Nevertheless, it is widely recognised in the liberalisation of international trade, the expansion of foreign direct investment and the emergence of massive cross-border financial flows the main features of Globalisation.

These changes have led to an increase of competition in global markets. It is generally agreed that this phenomenon occurred due to two combined factors, namely policies designed to reduce national barriers to international

economic transactions, and the impact of new technologies mainly in information and communications. These changes provided the conditions that led to the start up of globalization.

The impact of these new technologies gives distinctiveness to the current process of globalization compared to similar occasions in the past. Barriers have been considerably reduced. The cost of information, people, goods and capitals around the world has dropped dramatically, and instant and cheap global communication costs cheaper and flows faster.

All these factors have increased the feasibility of economic transactions in the world. Markets can now reach global stature and embrace a growing range of goods and services.

Another distinctive feature of the current process of globalization is the fact lies in the fact that one element is conspicuously missing. Unlike previous episodes which were characterised by massive cross-border movement of people, the current process largely excludes this phenomenon.

In this article, we describe the outstanding features of the development of globalization and the emerging institutional framework that governs and we evaluate its impact on the country and people.

Keywords : *Globalisation /Economic Growth /Governance /Public Finances /Technology.*

1. Caractéristiques principales de la mondialisation

A) - Commerce :

Le commerce mondial a enregistré une croissance rapide au cours des deux dernières décennies. Depuis 1986, il ne cesse d'augmenter nettement plus vite que le produit intérieur brut (PIB) mondial. Dans les années soixante-dix, la libéralisation des échanges dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a été modeste et progressive et a surtout concerné les pays industrialisés bien plus que les pays en développement. Au début des années quatre-vingt, elle s'est accélérée, notamment dans les pays en développement⁽¹⁾.

Cette augmentation des échanges n'a pas profité à tous les pays de façon uniforme, les pays industrialisés et un groupe de 12 pays en développement en ayant été les principaux bénéficiaires. La majorité des pays en développement n'ont enregistré aucune augmentation significative des échanges

B)- Investissements directs étrangers (IDE) :

Au début des années quatre-vingt, les IDE se sont accélérés, à la fois en valeur absolue et en pourcentage du PIB. Depuis 1980, l'environnement mondial est beaucoup plus favorable à la croissance des IDE. En 2000, plus de 100 pays avaient adopté des mesures de libéralisation significatives dans ce domaine. Peu nombreux en effet sont les pays qui ne cherchent pas activement à attirer ces investissements. Toutefois, les espoirs ont souvent été déçus⁽²⁾.

Malgré la croissance rapide des mouvements d'IDE vers les pays en développement, les investissements restent fortement concentrés dans une dizaine de ces pays.

Ces investissements ont non seulement augmenté en volume, mais également changé de nature. La révolution survenue dans les technologies de l'information et des communications (TIC), associée

à la diminution des coûts du transport, a contribué, sur le plan à la fois technique et économique, à l'accroissement d'une production de produits et de services largement déployée et basée dans plusieurs pays. Les processus de production peuvent être dissociés et répartis à travers le globe, ce qui permet de tirer profit des différences de coûts, des facteurs disponibles et des conditions les plus favorables aux investissements. Il est aujourd'hui facile de faire circuler des composants et des pièces détachées d'un bout à l'autre de la planète et de les assembler à volonté. La révolution des communications a créé les outils nécessaires à la coordination et au contrôle de ces systèmes de production dispersés⁽³⁾.

C)-Flux financiers :

L'intégration rapide des marchés financiers au cours des vingt dernières années représente l'aspect le plus spectaculaire de la mondialisation. Le système de Bretton Woods créé après la seconde guerre mondiale était fondé sur des comptes des mouvements de capitaux fermés et des taux de change fixes. Alors que la libéralisation graduelle du commerce et des IDE démarrait, la mondialisation financière ne figurait pas encore à l'ordre du jour. Les marchés financiers nationaux demeuraient séparés.

C'est en 1973 que se sont intervenus les premiers changements, avec la rupture du système de Bretton Woods. Toutefois, celle-ci n'entraîna pas aussitôt une course effrénée à la libéralisation des mouvements de capitaux. Le phénomène ne débuta dans les pays industrialisés qu'au début des années quatre-vingt, avec une augmentation importante des mouvements de capitaux entre ces pays.

Comme cela a été rappelé, «le système monétaire mondial a été soumis d'un seul coup à trois révolutions: la déréglementation, l'internationalisation et l'innovation ». La libéralisation financière a créé un environnement propice à une mobilité accrue des

capitaux. Toutefois, l'augmentation des mouvements de capitaux a aussi été fortement stimulée par la révolution des technologies de l'information et des communications qui a permis d'acquérir une meilleure connaissance des marchés étrangers, de suivre de plus près leur évolution, de développer des transactions financières sur toute la planète, 24 heures sur 24, et de faire émerger de nouveaux instruments financiers, notamment les produits dérivés⁽⁴⁾.

Depuis la fin des années quatre-vingt, on observe une tendance mondiale à la libéralisation financière. Cela va de mesures relativement simples, telles que l'unification des taux de change ou la suppression du contrôle du crédit sur le marché intérieur, à la libéralisation totale du secteur financier, y compris l'ouverture des opérations en capital. Dans le monde en développement, ce dernier type de réforme s'est d'abord limité à un groupe de pays à revenu intermédiaire dotés d'un éventail relativement large d'institutions d'intermédiation financière, avec des marchés, des obligations et des actions. Ce sont essentiellement ces marchés émergents qui ont été concernés par la croissance explosive des flux financiers privés du Nord vers le Sud⁽⁵⁾.

Ces flux se composaient de divers éléments: investissements réalisés sur les marchés boursiers de ces pays par des fonds de placement (notamment des fonds de pension), prêts bancaires aux entreprises, opérations de spéculation à court terme, notamment sur le marché des devises. Les prêts consentis par l'intermédiaire du marché obligataire international ont également augmenté dans les années quatre-vingt-dix dans le sillage de la mondialisation financière.

D)-Technologie :

Les pays industrialisés ont été à l'origine de la révolution technologique qui a facilité la mondialisation, mais cette révolution s'est également répercutée sur le reste de l'économie mondiale. Dans une certaine mesure, les nouvelles technologies ont modifié les avantages comparatifs internationaux en faisant du savoir un facteur de production important. Les industries exigeant un haut degré de connaissances et utilisant des technologies de pointe sont le secteur qui connaît la plus forte croissance et, pour réussir leur développement économique, les pays doivent se donner les moyens de pénétrer ce secteur et d'être compétitifs, ce qui suppose qu'ils accroissent leurs investissements dans l'éducation, la formation et la diffusion du savoir⁽⁶⁾.

La diffusion de ces nouvelles technologies a aussi eu des effets plus directs dans les pays en développement, principalement par le biais des

activités des multinationales. Toutefois, comme dans le cas des échanges commerciaux et des IDE, il existe de graves déséquilibres Nord-Sud sur le plan de l'accès au savoir et à la technologie. Pratiquement toutes les nouvelles technologies voient le jour dans le Nord, où se concentre la majeure partie des activités de recherche et développement. C'est une source importante de pouvoir pour les multinationales sur les marchés mondiaux et cela accroît leur poids dans leurs négociations avec les gouvernements des pays en développement.

Les effets des nouvelles technologies se sont également fait sentir bien au-delà de la sphère économique. Ces mêmes technologies qui ont permis une mondialisation économique rapide ont aussi été exploitées d'une manière plus générale par les gouvernements, la société civile et les individus. A mesure que se répandait l'usage d'Internet, de la messagerie électronique, des services de téléphonie internationale bon marché, du téléphone mobile et de la conférence électronique, les interconnexions se sont multipliées dans le monde. Un stock d'informations immense et rapidement croissant, couvrant des sujets différents, est désormais accessible depuis n'importe quel endroit de la planète connecté à Internet. Ces informations peuvent être transmises et faire l'objet de discussions tout aussi facilement. Dans le même temps, la télévision par satellite et la presse électronique ont créé un véritable quatrième pouvoir mondial⁽⁷⁾.

E)-Interdépendances :

Les changements intervenus dans le commerce, les IDE, les flux financiers et la diffusion des technologies forment de plus en plus un tout. Ils ont un dénominateur commun, à savoir qu'ils ont tous vu le jour sur fond d'ouverture économique et d'une influence de plus en plus grande des forces du marché mondial. Il s'agit d'un changement profond, qui affecte le rôle de l'Etat et le comportement des agents économiques.

Les échanges commerciaux et les IDE sont plus étroitement imbriqués maintenant que le système de production mondial façonne de plus en plus la structure des échanges, en particulier par la croissance rapide des échanges entre entreprises d'un même groupe. On estime aujourd'hui que les multinationales assurent les deux tiers du commerce mondial et que le commerce entre les multinationales et leurs filiales représente le tiers environ des exportations mondiales. Dans le même temps, le commerce des composants et biens intermédiaires a augmenté. Les changements qualitatifs intervenus dans la structure du commerce mondial – l'augmentation du commerce des composants et biens de production intermédiaires – sont peut-être aussi importants que l'augmentation

quantitative des échanges. Parallèlement, les placements de portefeuille et autres flux financiers sont devenus un déterminant de plus en plus important de l'environnement macroéconomique, qui façonne la structure des échanges et des investissements dans l'économie réelle⁽⁸⁾.

De même, la diffusion des nouvelles technologies a eu d'importants effets sur l'avantage comparatif, la compétitivité des entreprises, la demande de main-d'œuvre, l'organisation du travail et la nature du contrat de travail.

F)-Evolution des politiques :

Un des facteurs de l'accélération de la mondialisation a été un changement de la pensée économique, qui a commencé à se faire sentir dans les années quatre-vingt. Tandis que les pays industrialisés faisaient l'expérience de la stagflation, un nombre important de pays en développement, du fait de la crise de la dette, connaissaient une régression économique. Cela a suscité une réflexion sur les modèles économiques prédominants aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Dans les pays en développement, la réflexion a notamment porté sur la politique de substitution des importations, qui commençait à s'essouffler. A l'inverse, les politiques d'industrialisation axées sur l'exportation adoptées par les nouvelles économies industrialisées d'Asie de l'Est rencontraient un succès manifeste⁽⁹⁾.

Les prêts d'ajustement structurel prévus par les institutions de Bretton Woods au lendemain de la crise déclenchée par la dette au début des années quatre-vingt, et auxquels les pays en développement endettés ont largement eu recours, ont joué un rôle déterminant dans la redéfinition des stratégies commerciales et d'industrialisation.

La plus importante des conditions attachées à ces prêts était la libéralisation du commerce et des IDE, conformément à l'influence croissante des doctrines économiques de l'époque en faveur du marché. Dans le cadre de ces programmes d'ajustement structurel, la libéralisation des échanges et des investissements a beaucoup progressé dans les pays en développement. La progression des doctrines économiques favorables au marché au cours des vingt dernières années a joué un rôle essentiel dans la mise en place des fondations qui allaient permettre l'émergence de la mondialisation. L'effondrement du communisme en Europe en 1989-90 a marqué un tournant. D'un coup, il ajoutait à l'économie de marché libre 30 pays supplémentaires, comptant quelque 400 millions d'habitants.

Pour certains analystes, la fin du monde bipolaire signifiait également la disparition de toute alternative

systémique à l'économie de marché, disparition qui, selon eux, a été à l'origine de l'essor de la mondialisation du marché libre en 1990.

Par coïncidence, c'est à cette époque également qu'Internet a connu une croissance fulgurante, un hasard technologique qui allait stimuler le processus.

2. L'impact de la mondialisation

A) Principales préoccupations :

Nous allons commencer par décrire le point de vue à partir duquel nous allons évaluer l'impact de la mondialisation. Notre principal souci est que la mondialisation profite à tous les pays et au bien-être de tous les habitants de la planète, ce qui suppose qu'elle accélère la croissance économique des pays pauvres et réduise la pauvreté dans le monde, qu'elle n'augmente pas les inégalités et qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité socio-économique à l'intérieur des pays.

Il est donc largement admis que le test de vérité, pour le processus actuel de mondialisation, c'est sa capacité d'accélérer notablement le développement et la réduction de la pauvreté dans le monde et d'assurer un développement durable sur le plan économique, social et environnemental.

L'impact social de la mondialisation ne se limite pas aux pays qui évoluent en marge du processus ou qui ont moins bien réussi à s'intégrer dans l'économie mondiale. Même dans les pays qui ont réussi relativement bien leur intégration, les coûts sociaux peuvent être considérables du fait des ajustements transitionnels. La Chine, par exemple, en dépit d'une croissance soutenue, a rencontré des problèmes de chômage de transition qui risquent de s'intensifier avec l'accélération de la réforme des entreprises d'Etat et, comme l'a montré la crise financière asiatique, même des pays ayant eu des performances économiques exemplaires peuvent devoir faire face à des coûts sociaux très lourds⁽¹⁰⁾.

B)-L'impact sur la croissance économique :

Pour évaluer l'impact de la mondialisation, il faut commencer par observer l'historique des taux de croissance économique au niveau mondial et dans les différents pays. Il est frappant de constater que la croissance du PIB mondial a ralenti depuis 1990, date à partir de laquelle la mondialisation s'est accélérée. Ce résultat dément les prévisions les plus optimistes quant à l'impact bénéfique de la mondialisation sur la croissance.

La croissance a été inégalement répartie entre les pays, qu'ils soient industrialisés ou en développement. Entre

1985 et 2000, la croissance du revenu par habitant n'a été supérieure à 3 pour cent par an que dans 16 pays en développement. Elle a été inférieure à 2 pour cent par an dans 55 pays en développement et elle a même été négative dans 23 d'entre eux⁽¹¹⁾.

Au cours de cette même période, l'écart de revenu entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres a considérablement augmenté.

Cette croissance inégale modèle une nouvelle géographie économique mondiale. Le changement le plus frappant est la croissance économique rapide de la Chine depuis vingt ans, de même que l'amélioration plus progressive mais importante de la performance économique de l'Inde. Plus du tiers de la population mondiale vit dans ces deux pays.

C)-Impact différent d'un pays à un autre : L'exemple de la Chine et de l'Inde ne représente qu'un aspect de l'évolution récente, marquée par une distribution très inégale des avantages de la mondialisation entre les pays. Les pays industriels, dotés d'une base économique solide au départ, riches en capitaux et en compétences et détenant la suprématie en matière technologique, étaient bien placés pour tirer des avantages substantiels de la mondialisation de l'économie.

L'expansion des marchés mondiaux des biens et des services a ouvert de nouveaux débouchés à leurs exportations, tandis que l'émergence de systèmes de production mondiaux et la libéralisation des règles d'investissement ont créé de nouvelles opportunités pour leurs multinationales, augmentant le champ d'action de celles-ci et leur pouvoir sur le marché. De manière similaire, la croissance des marchés financiers mondiaux a accru les possibilités d'investissement à forte rentabilité sur les marchés émergents. De plus, la supériorité technologique des pays industriels, alliée au renforcement des règles internationales qui régissent les droits de propriété intellectuelle dans le cadre de l'OMC, a fait augmenter leurs profits, tirés des redevances et droits de licence. Ces avantages ont toutefois été en partie contrebalancés par les problèmes internes d'ajustement qui ont généré des pertes pour certains travailleurs⁽¹²⁾.

Autre groupe ayant indiscutablement tiré des avantages importants de la mondialisation: un petit nombre de pays en développement qui ont réussi à augmenter leurs exportations et à attirer les IDE. En tête de ce groupe, on trouve les premières nouvelles économies industrielles de l'Asie de l'Est, qui ont désormais des revenus et des structures économiques comparables à ceux des pays industrialisés. D'autres pays d'Asie à revenu intermédiaire, les pays de l'Union européenne et des pays d'Amérique latine comme le Mexique et

le Chili semblent également en passe de parvenir au même résultat⁽¹³⁾.

Pour la plupart, ces pays bénéficiaient de conditions initiales relativement favorables, qu'il s'agisse de leur niveau d'industrialisation, du développement de leurs ressources humaines, des infrastructures de transport et de communication ou de la qualité des institutions économiques et sociales. Mais ils n'ont pas tous appliqué les mêmes stratégies de développement. La Chine, l'Inde et le Viet Nam, notamment, pays disposant de vastes marchés intérieurs, n'ont pas suivi des stratégies de libéralisation orthodoxes, tandis qu'en République de Corée, par exemple, l'Etat est intervenu avec force pour lancer le développement industriel.

D)-L'impact de la libéralisation du commerce, des investissements et des finances :

On aura un aperçu plus concret de la manière dont les principaux éléments de la mondialisation ont affecté les pays en examinant le corpus croissant des études par pays sur ces questions. Il ressort généralement de ces études que l'impact est mitigé.

Ainsi, les différentes études sur l'impact des échanges sur l'emploi et les salaires dans le secteur manufacturier montre que cet impact varie beaucoup selon les pays. En Asie l'augmentation des échanges commerciaux a généralement eu un effet favorable sur l'emploi et les salaires dans le secteur manufacturier. A l'inverse, dans certains pays d'Amérique latine, au Brésil ou au Mexique par exemple, l'emploi a diminué, dans ce secteur. Les salaires réels de la main-d'oeuvre non qualifiée ont eu tendance à diminuer et l'écart salarial entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés a augmenté de façon relativement nette.

Ces études et d'autres études similaires permettent d'avancer que la relation entre la libéralisation des échanges, la croissance et l'emploi semble être une relation «contingente, qui dépend beaucoup des pays et des caractéristiques externes. Il n'existe donc pas de prescription simple et universelle quant à la meilleure approche de la libéralisation des échanges.

Dans l'ensemble, les IDE ont apparemment un effet positif sur la croissance. L'impact favorable que cela devrait avoir sur l'emploi peut être annulé par l'évincement de beaucoup d'entreprises locales, incapables de soutenir la concurrence, et par l'introduction de technologies à fort coefficient de capital par les sociétés étrangères. Cela dit, les données empiriques sur l'impact des IDE en termes d'emploi sont rares et ne permettent pas de généraliser.

Les investissements transfrontières sont également un facteur potentiel d'augmentation de la croissance si le transfert de technologie et de compétences

a des retombées positives sur l'économie locale. Dans ce cas, les investissements font augmenter la productivité du travail et les revenus, ce qui exerce un effet positif sur la croissance et l'emploi. Là encore, les données empiriques font apparaître des résultats inégaux. Certains pays ont bénéficié de retombées très importantes mais cela n'a pas été le cas de tous les pays. La leçon essentielle à tirer de la réussite de certains pays est que la présence d'entreprises locales capables d'absorber les nouvelles technologies et de répondre aux nouvelles demandes est une condition majeure. Il est également primordial de développer les systèmes locaux d'éducation, de formation et de technologie, et de mettre en place des réseaux de fournisseurs et des institutions d'appui.

En ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux, on commence de plus en plus à reconnaître la fragilité des avantages à tirer en termes de croissance. Même si les ravages économiques et sociaux causés par les crises sont mis de côté, les bénéfices retirés par les pays en développement de leur participation au système financier mondial actuel ont été de plus en plus remis en question. Les avantages potentiels en termes d'accès aux marchés financiers internationaux ont souvent été réduits ou annulés par l'instabilité. Ce problème est particulièrement aigu dans le cas des pays dotés de systèmes financiers mal réglementés⁽¹⁴⁾.

L'ouverture financière a également entraîné, dans certains cas, une mauvaise affectation des ressources et une augmentation du coût réel du capital. Cette mauvaise répartition des ressources se produit lorsque des bailleurs de fonds étrangers financent des investissements hasardeux par manque d'informations. Le coût réel du capital augmente également lorsque les gouvernements relèvent les taux d'intérêt pour préserver la stabilité des taux de change. Parmi les autres effets secondaires de l'ouverture financière, on trouve la nécessité de maintenir un niveau beaucoup plus élevé de réserves de change et une plus grande vulnérabilité à la fuite du capital national⁽¹⁵⁾.

De manière plus fondamentale, l'ouverture des marchés financiers a limité la marge de manœuvre nécessaire pour déployer une politique macroéconomique anticyclique. La raison est que les pays doivent sacrifier leur autonomie concernant soit le taux de change, soit la politique monétaire. Avec l'ouverture des comptes des opérations en capital, le maintien d'un taux de change fixe implique de renoncer à la liberté de fixer les taux d'intérêt nationaux, tandis que la seule solution pour reprendre le contrôle de ces derniers consiste à laisser fluctuer le taux de change. De plus, la marge de manœuvre pour l'adoption de politiques budgétaires expansionnistes est souvent restreinte de manière sévère par les demandes des

financiers étrangers⁽¹⁶⁾.

E)-Finances publiques : La mondialisation affecte également les finances publiques. Citons notamment la baisse des taux d'imposition des facteurs de production relativement plus mobiles. Dans les 30 pays les plus riches du monde, le taux moyen de l'impôt sur les sociétés est tombé de 37,6 pour cent en 1996 à 30,8 pour cent en 2003. Les mesures fiscales préférentielles mises en place pour attirer les IDE ont contribué à faire baisser les taux moyens d'imposition des investisseurs. On assiste à un phénomène similaire concernant l'imposition des hauts revenus, leurs bénéficiaires étant eux aussi relativement plus mobiles. Entre 1986 et 1998, on a assisté à un déclin, souvent important, du taux d'imposition marginal supérieur du revenu des personnes physiques dans la grande majorité des pays, ceux à revenu élevé et ceux à faible revenu. Cette évolution des taux d'imposition ne signifie pas obligatoirement une diminution globale des recettes fiscales car l'abaissement de ces taux peut réduire l'évasion fiscale et avoir un effet positif sur la production. Il y a cependant matière à se préoccuper de l'impact sur la répartition des revenus de ces réductions des taux applicables aux facteurs de production mobiles. Le poids relatif de plus en plus lourd des impôts indirects et des impôts qui frappent des facteurs immobiliers tels que le travail réduit la progressivité de l'impôt à une époque où les inégalités de revenus se sont creusées dans plusieurs pays à revenu élevé ou intermédiaire⁽¹⁷⁾.

F)-l'impact social de la mondialisation :

Pour évaluer l'impact social de la mondialisation, il est essentiel de regarder au-delà des performances économiques et d'examiner ce qui s'est passé au niveau de l'emploi, de l'inégalité des revenus et de la pauvreté au cours des deux dernières décennies.

La montée du chômage dans ces régions s'explique en partie par les crises financières survenue à la fin des années quatre-vingt-dix ainsi qu'en 2007. Par exemple, dans certains grands pays touchés par la crise, le taux de chômage a baissé une fois passée la crise mais, souvent, sans retomber à son niveau précédant ces crises.

La part du travail indépendant, qui est pour la plupart des régions en développement un indicateur indirect de la taille de l'économie informelle, a augmenté dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Il n'est pas facile de se procurer des données directes sur l'emploi dans l'économie informelle. L'augmentation observée est généralement liée à la stagnation ou à une croissance lente de l'emploi dans le secteur moderne, ce qui conduit la main-d'œuvre à se tourner vers l'économie informelle⁽¹⁸⁾.

Dans le monde industrialisé, les résultats ont aussi été variés. Au cours des dix dernières années, le chômage a augmenté régulièrement au Japon mais il a beaucoup baissé dans certaines petites économies ouvertes européennes ainsi qu'au Royaume-Uni. Aux Etats-Unis également, malgré des pertes d'emploi importantes dans certaines industries manufacturières, le taux de chômage a baissé jusqu'au ralentissement économique survenu récemment.

L'émergence des très riches est importante pour l'analyse de la mondialisation car les très gros revenus sont généralement liés aux émoluments versés par les multinationales, au développement de nouvelles entreprises d'envergure mondiale et au phénomène de la célébrité à l'échelle mondiale. La concentration de la richesse risque fort de donner aux bénéficiaires de la situation un plus grand pouvoir, tant politique que sur le marché, au niveau national comme au niveau mondial. Elle a également une influence importante sur les sentiments des individus à l'égard de la mondialisation. En dehors des pays industrialisés, l'évolution a aussi été inégale. Les inégalités de revenus se sont accentuées dans la grande majorité des pays, mais le rôle de la mondialisation dans ce phénomène reste à définir⁽¹⁹⁾.

*Evolution du nombre de pauvres dans le monde

	1981	1984	1987	1990	1993	1996	1999	2002	2005	2008	2011
Moins de 1\$ par jour	1545	1369	1259	1365	1338	1150	1182	1096	886	806	798
Moins de 1,25\$ (seuil d'extrême pauvreté mondiale)	1938	1858	1768	1909	1910	1704	1743	1639	1390	1289	1300
Moins de 2\$	2585	2680	2710	2864	2941	2865	2938	2848	2596	2471	2320

Source : Banque mondiale* en millions.⁽²⁰⁾

L'impact de la mondialisation sur la pauvreté est également difficile à évaluer. Le nombre de personnes vivant dans une pauvreté absolue a nettement baissé, tombant de 1938 millions en 1981 à 1365 millions en 1990 à 1182 millions en 1999 et arrivant à 1.3 milliards en 2008 et en 2011. Cependant, cette amélioration est due avant tout à deux très grands pays, la Chine et l'Inde, qui regroupent 38 % de la population mondiale. En Chine, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est ainsi tombé de 361 millions à 204 millions. Ailleurs, en Afrique subsaharienne, en Europe et en Asie centrale ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre de pauvres a augmenté de 82, 14 et 8 millions respectivement. Cela dit, des facteurs propres aux régions et aux pays, et sans lien avec la mondialisation, ont également joué un rôle majeur dans l'évolution de la pauvreté.

G)-Le monde arabe :

Dans le monde arabe, la perception de la mondialisation est assombrie par la guerre et la persistance du conflit israélo-arabe. Elle est conditionnée par deux facteurs : le schéma actuel d'intégration avec le reste du monde, dominé par les exportations de pétrole et les migrations, et les craintes quant aux effets de la mondialisation sur l'identité culturelle et les traditions locales.

Le pétrole est considéré comme un atout, certes, mais comme un atout qui s'accompagne aussi de certains problèmes. Il a financé l'infrastructure et permis une forte augmentation de la consommation, publique et privée, mais il a également freiné la croissance de l'industrie et de l'agriculture et creusé les inégalités entre les pays de la région et à l'intérieur de ces pays. Les Etats riches en sont arrivés à dépendre d'une main-d'oeuvre immigrée venant du monde arabe et aussi d'autres régions. L'importance mondiale du pétrole a encouragé l'ingérence de forces extérieures dans les affaires politiques⁽²¹⁾.

Un grand nombre d'habitants de la région associent la mondialisation à l'intrusion de puissances étrangères dans leurs affaires économiques et politiques, laquelle intrusion sape leur souveraineté et encourage d'excessives dépenses militaires. Certains pensent

également que les intérêts occidentaux ne s'investissent pas suffisamment dans la démocratisation de la région par peur de la popularité de l'islam politique ou afin de maintenir le régime existant dans le secteur pétrolier. Autre préoccupation largement répandue : les pertes d'emplois qui pourraient résulter de la libéralisation des échanges et des investissements et de la concurrence des pays en développement où les coûts de main-d'œuvre sont plus bas⁽²²⁾.

D'autres font valoir que la modernisation de l'économie par le biais de la mondialisation est le moyen d'acquérir plus de force et de mettre un terme à la dépendance vis-à-vis des puissances étrangères. Des enquêtes d'opinion font apparaître un soutien croissant à l'intégration régionale, à la fois entre les pays arabes et avec l'Europe. Cela pourrait permettre de profiter de certains des avantages de la mondialisation et de résister à la concurrence des producteurs asiatiques à faible coût.

Conclusion

La diversité des évolutions des finances publiques, des performances économiques, de l'emploi, des inégalités et de la pauvreté fait qu'il est extrêmement difficile de généraliser au sujet de l'impact de la mondialisation. Cela est dû en partie à la complexité du phénomène.

Les résultats observés à travers les différentes constatations du contexte de la mondialisation sont la conséquence des effets combinés d'un ensemble complexe de facteurs parmi lesquels la mondialisation, même définie largement, n'est qu'un élément parmi d'autres. Des facteurs structurels d'ordre interne, tels que le degré d'inégalité dans la répartition des revenus et des richesses ou la qualité de la gouvernance, ont souvent une influence fondamentale. Il est important de ne pas commettre l'erreur commune qui consiste à attribuer tous les résultats observés, négatifs ou positifs, à la mondialisation.

Bibliographie

- 1- **Ulrich Beck**, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation* Éditions Flammarion, Paris, 2003.
- 2- **Paul R. Krugman**, *La Mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange*, La découverte poche 2000 / MIT 1996 .
- 3- **Pierre, Desernarclens**, *La Mondialisation (théorie enjeux et débats)*, édition Arnaud Collin, 2ème édition, 2001.
- 4- **Ulrich Beck**, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, op cit.

- 5- **Pierre, Desernarclens**, *La Mondialisation (théorie enjeux et débats)*, op cit.
- 6- **Ducobu, A.Yung-Do**, *Internationalisation des États et banques multinationales : acteurs, stratégies, régulation*, Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve, Belgique, 2005
- 7- **J. Adda**, *La Mondialisation de l'économie*, Vol.1 et Vol 2 La Découverte, Repères, Paris, 1996
- 8- **Ducobu, A.Yung-Do**, *Internationalisation des États et banques multinationales : acteurs, stratégies, régulation*, op cit.
- 9- **Jacques Brasseul**, *Un Monde meilleur ? Pour une autre approche de la mondialisation*, Armand Colin, 2005.
- 10- **Alen, Nonjon**, *La Mondialisation des questions du programme traitées sous forme de dissertation*, édition SEDES, Paris, 1999
- 11- **Banque mondiale**, croissance par habitant, juin 2000.
- 12- **Keller-Herzog, Angela**, 1996, *Mondialisation et Genre : les perspectives et les interventions dans le domaine du développement*, Document de discussion, Québec c: Agence Canadienne pour le Développement International (CIDA).
- 13- **Ducobu, A.Yung-Do**, *Internationalisation des États et banques multinationales : acteurs, stratégies, régulation*, op cit.
- 14- **Pascal Lorot** ; *Dictionnaire de la mondialisation* ; Edition Ellipses, Paris, avril 2002.
- 15- **Bernard Perret**, *L'évaluation des politiques publiques*, collection La découverte ; facompo, France, 2008.
- 16- **Henri, Guaino**, "Mythes et réalité de la mondialisation", in dossier documentaire de C.N.E.S, la mondialisation, Juin, 1999.
- 17- **Bernard Perret**, *L'Evaluation des politiques publiques* ; op cit.
- 18- **Pascal Lorot** ; *Dictionnaire de la mondialisation* , op cit.
- 19- **Henri, Guaino**, « mythes et réalité de la mondialisation », op cit.
- 20- **Banque Mondiale**, "évolution du nombre des pauvres dans le monde", 1996/ 2000/ 20042001/2008/.
- 21- **Pierre, Desernarclens**, « *La Mondialisation (théorie enjeux et débats)*, op cit
- 22- **Bernard Perret**, *L'évaluation des politiques publiques*, op cit.